



AMBASSADE DE SUISSE
EN RÉPUBLIQUE ARABE D'ÉGYPTE

An Club des Diplomates

an	30.12.	30.12.			
Mo					
Di					
Mer					
Jeu					
Ven					
Sa					
So					

LE CAIRE, le 19 décembre 1974.
rd. Sh. Abdel Khalek Saroit
Téléphones 78171-78172

EPC 30. Dez. 1974

Ref. p.B. 15.29. Eg.

p.B. 75.29. (7) ✓

Réf.: 382.0.-DG/da

Confidentielle

Monsieur l'Ambassadeur E. Thalmann
Secrétaire général du DPF
B e r n e

Monsieur l'Ambassadeur,

Convoqué pour aujourd'hui à midi, je me suis rendu au MAE, où M. Mohamed Choukri, Sous-secrétaire d'Etat, m'a exposé ce qui suit:

"M. Ismail Fahmi, préoccupé d'une détérioration des relations entre ^{la Suisse et} les Etats arabes, y compris l'Egypte, m'a demandé de vous recevoir et de recueillir vos explications, en souhaitant que celles-ci puissent éclairer la voie qui semblait, après la visite du Conseiller fédéral Graber en mai 1973, ouvrir des perspectives prometteuses.

"Les Etats arabes - et l'Egypte parmi eux - conçoivent mal que la Suisse, pays ami, indépendant et neutre, ait pu réduire sa contribution à l'UNESCO, faisant ainsi cause commune avec Israël, qui depuis des années s'était refusé à se conformer aux résolutions de cette organisation.

"En outre, les mêmes Etats ne s'expliquent pas pourquoi la Suisse a adhéré à l'Agence internationale de l'énergie, cartel de pays consommateurs face aux producteurs de pétrole."

J'ai jugé opportun de remettre à M. Choukri, comme préalable, le texte du communiqué du Conseil fédéral, du 13 décembre. Il en a pris connaissance, sans y ajouter de commentaires. A mon tour, j'ai selon vos indications expliqué la position suisse, en insistant sur le distinguo à faire entre l'attitude du Conseil



- 2 -

fédéral, hostile à ladite réduction de notre contribution à l'UNESCO, et les décisions prises en toute indépendance par nos deux Chambres. De plus, j'ai assuré M. Choukri de la volonté du Gouvernement suisse de maintenir nos bonnes relations avec les pays arabes, de tout faire pour poursuivre la politique qui avait été matérialisée par le Chef du département en 1973. Ces précisions ont été très bien accueillies par mon interlocuteur.

Quant à l'AIE, j'ai développé les arguments reproduits dans notre aide-mémoire, et ce pour la seconde fois, puisque c'était à M. Choukri que j'avais remis ce document, avec commentaires le 19 novembre. Ce jour-là il n'avait pas émis une seule critique. Au contraire, il avait reconnu le bien-fondé de notre politique énergétique. La "relance" d'aujourd'hui doit trouver à mon avis, son origine dans une levée de boucliers des Etats membres de la Ligue arabe. Je crois m'être fait comprendre en rejetant la formule de "cartel" et en soulignant notre intention de dialoguer avec les pays producteurs de pétrole, dialogue bien proche de la concertation prônée par la France.

A noter que ni l'attribution des biens en déshérence, ni le déjeuner de Golda Meir à Genève, ni même ses déclarations à la TV romande ne retiennent l'attention du MAE égyptien. Sur les deux dernier sujets, M. Choukri, qui connaît parfaitement la Suisse, sait très bien que nos "mass media" sont indépendants.

J'ai eu l'impression que M. Fahmi, par l'intermédiaire de M. Choukri, s'acquittait d'une tâche-assez délicate et pénible, comme mon interlocuteur l'a déclaré plusieurs fois - qui est imposée par l'élément moteur qu'est la Ligue. En effet, M. Choukri m'a avoué l'irritation des pays membres de la Ligue arabe à l'égard de la Suisse. Il n'a pas craint de préciser que certains de ces pays, loin d'être cartésiens, pourraient prendre à notre endroit des décisions dictées par leur émotivité.

- 3 -

La preuve de ce que j'avance au début du paragraphe précédent, je la vois dans la citation par M. Choukri des reproches adressés par M. Nassif, Ambassadeur du Liban à Berne, à M. Burgy de la Radio-TV romande (dont j'ai eu copie par le service de presse du DPF). J'ai pu répliquer en reprenant certains des éléments d'une communication rapide de ce même service, notamment au sujet des interviews du Cheikh Yamani et de l'offre restée sans suite au Ministre algérien du pétrole et à M. Charles Helou de parler à la TV-Suisse.

Et comme l'on parlait de l'attitude des Etats arabes, j'ai mentionné qu'un journal algérien (El Moudjahid) venait de suggérer de ramener le niveau des Ambassades de Suisse à une moindre échelle. M. Choukri a protesté des bonnes intentions égyptiennes, en souhaitant que ma mission puisse se dérouler sans heurts. Je pense donc que la RAE jouerait le rôle de frein, pour le cas où la Ligue devrait arrêter une position hostile à la Suisse (voir coupure de presse de Al Missaa du 18 décembre en annexe).

Pour mieux engager le MAE égyptien à la réflexion, j'ai indiqué la récente livraison de 100 tonnes de farine livrées par l'Administration fédérale des blés et destinées aux populations du Canal de Suez, la promotion de notre aide industrielle (la maison Bühler Uzwil vient de signer un contrat à des prix de faveur pour la construction à Ismaïlia d'une fabrique d'engrais organiques), les visites projetées pour le début de 1975 d'une délégation de parlementaires suisses et de la société suisse des officiers, soit des occasions de se mieux comprendre et de se mieux faire comprendre. Enfin, j'ai mentionné l'émission "24 heures dernières" d'hier qui avait fait une place sympathique à nos relations avec l'Egypte.

En conclusion, je crois que pour la seconde fois - je dis bien seconde et dernière -, le climat entre nos deux pays est sauvegardé. J'ai suggéré qu'une nouvelle de presse soit proposée

aux journaux du Caire au sujet des 100 tonnes de farine. Accueil favorable de M. Choukri, qui réserve toutefois les possibilités des quotidiens cairotes.

Je me demande s'il ne serait pas opportun d'envisager le plus vite possible, vu l'amabilité très marquée de M. Choukri:

primo - de revoir la position suisse quant à notre coopération technique,

secundo - d'envisager d'inviter en Suisse M. Fahmi, tout comme vient de le faire la Grande Bretagne et cela pour calmer l'ire arabe provoquée par les récentes déclarations de M. Wilson à la Société des amitiés anglo-israéliennes.

Il n'y a pas de doute que si aucun signe d'amitié n'est fait du côté suisse, nous risquerons gros, du camouflet au gel de nos relations, sans exclure même de la part d'extrémistes un geste irréfléchi.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

L'AMBASSADEUR DE SUISSE

Gagnepin
(Gagnepin)

Annexes:

- Article de Al-Missaa du 18.12.74
- Article de Akhbar du 12.12.74
- Communiqué AFP du 16.12.74 reproduit par le Journal d'Egypte du 17.12.74.

ad primo
M. Choukri
Soliman
ceci est un
peut-être
le
ad secundo
Bizint
projet
avant
Produit
6-1-78

"Al Missaa" du 18 décembre 1974

Mahmoud Riad s'entretient avec les représentants de la presse au sujet de la réunion des pays de la confrontation, du dialogue avec les pays européens et de l'attitude de la Suisse

A la question posée au secrétaire général de la Ligue Arabe au sujet des relations entre les Arabes et la Suisse par suite de la décision prise par cet état de réduire sa participation au budget de l'UNESCO en raison des décisions prises par la dite organisation contre Israël, M. Riad déclare: J'ai soumis le cas aux gouvernements arabes, en les sollicitant d'intervenir auprès du gouvernement suisse, et, en cas de besoin, de soumettre le cas au conseil de la Ligue.

Extrait du bulletin de l'APO (Arab Press Office) du 14.12.74

Où est l'homme indiqué?

Akhbar, par Ibrahim Saad
page 2 , 20 12.12.74

La Ligue est très en colère contre l'attitude de la Suisse. Mahmoud Riad, le Secrétaire général de la Ligue, demande une attitude Arabe unifiée contre le soutien suisse pour Israël.

...Je ne défends pas l'attitude suisse et probablement Mahmoud Riad a raison de prendre cette décision. Mais, en même temps, j'aurais aimé qu'il ait sous la main des preuves formelles et des faits réels, plus que de se reporter à un rapport écrit par le Bureau de la Ligue à Genève.

... J'aurais aimé aussi que la Ligue Arabe se défasse de ces décisions instantanées et qu'elle adopte une politique plus calme et plus raisonnable lorsqu'il s'agit de causes internationales. Il ne suffit pas de décréter que tel Etat déteste les Arabes et aime Israël, pour prendre contre cet Etat des mesures disciplinaires, drastiques et répressives. Mais, et c'est l'essentiel, de savoir la cause qui a fait que cet Etat nous déteste et la cause pour laquelle il aime Israël.

... La réponse n'est pas difficile. Les millions de personnes qui ont visité les capitales de l'Europe savent parfaitement que nous avons échoué dans la présentation de notre cause qui est pourtant juste et claire. Que nous n'avons jamais su choisir les éléments que nous avons envoyé hors de nos frontières, pour expliquer le point de vue arabe et le défendre auprès des gouvernements et des peuples du monde.

... Nous avons envoyé des tapées de fonctionnaires pour remplir ces postes délicats, non à cause de leurs capacités, mais simplement à cause du favoritisme...

... En Suisse spécialement on ne sent pas la présence d'aucune information arabe. L'idée que se fait le citoyen suisse des Arabes est bien loin de la réalité.

... Je ne demande pas la liquidation de ces bureaux, au contraire, je demande de les renforcer afin qu'ils puissent faire face à la présence israélienne en Suisse. Israël se trouve dans chaque maison suisse, par le truchement de la presse, de la radio et de la télévision. Par une campagne intelligemment menée, fausse et déroutante, il est vrai, mais efficace, puisque c'est la seule que les gens entendent.

... Notre information en Europe est extrêmement faible et superficielle.

... La plupart des personnes qui s'occupent de ces bureaux d'information sont tout à fait ignorants de ce qui s'appelle information et propagande efficace.

...Lorsque nous auront trouvé "the right man in the right place" dans nos bureaux d'information à l'étranger, nous réussirons certainement à gagner beaucoup de gens à notre cause qui est juste et nous réussiront à prouver la fausseté de la propagande israélienne.

... En ce moment, nous n'auront plus besoin de prendre des mesures à l'encontre des Etats et des peuples.

Journal d'Égypte 17. XII. 74

L'ASSOCIATION
ARABO-SUISSE
CONDAMNE LE
GOUVERNEMENT
HELVETIQUE

RL

Berne le 16 (AFP) — L'Association Suisse-Arabe vient de condamner dans un communiqué publié lundi à Berne le Conseil Fédéral Helvétique (Gouvernement) et la Presse pour leur attitude dans le Conflit du Proche Orient.

«Jusqu'ici, affirme l'Association le Conseil Fédéral n'a presque rien entrepris pour appuyer une extension de l'information proche-orientale de nos mass-media comme l'on vient de le constater de façon ahurissante lors de l'affaire UNESCO-Israël, le Parlement Suisse ayant diminué la contribution helvétique à cette organisation».

«Les reproches arabes visant l'information unilatéralement pro-israélienne que reçoit le Peuple Suisse depuis des années sont maheureusement fondés», estime encore l'Association.